

la rémunération prévue au premier alinéa est au minimum portée au montant qui aurait été dû au titre de l'allocation.

D. 6341-24-2

Décret n°2021-522 du 29 avril 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'acompte mensuel prévu à l'article **R. 6341-40** est égal au montant minimal fixé à l'article **D. 6341-24-3** pour la personne en recherche d'emploi qui suit un stage rémunéré en fonction de son salaire antérieur et au montant de la rémunération mensuelle pour le travailleur non salarié qui suit un stage.

D. 6341-24-3

Décret n°2021-522 du 29 avril 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les montants minimum et maximum mensuels prévus aux articles **D. 6341-24-2**, **D. 6341-26** et **D. 6341-32-2** sont respectivement fixés à 685 euros et 1 932,52 euros.

D. 6341-24-4

Décret n°2021-522 du 29 avril 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les rémunérations mensuelles prévues aux articles **D. 6341-28-1** à **D. 6341-28-3** incluent les indemnités compensatrices de congés payés mentionnées à l'article **R. 6341-42**.

D. 6341-24-5

Décret n°2021-522 du 29 avril 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes qui effectuent un stage de formation professionnelle relevant de l'administration pénitentiaire à l'extérieur de l'établissement en régime de semi-liberté ou de placement extérieur bénéficient des modalités de rémunérations définies dans la présente sous-section selon les mêmes conditions.

D. 6341-24-6

Décret n°2021-522 du 29 avril 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les rémunérations prévues à la présente sous-section, à l'exception de celles définies à l'article **R. 6341-32-1**, sont calculées ou arrêtées à la date d'ouverture du stage.

R. 6341-24-7

Décret n°2021-670 du 28 mai 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La rémunération due aux personnes en recherche d'emploi et aux travailleurs non-salariés qui n'entrent pas dans la catégorie définie à l'article **D. 6341-26** est fixée par décret en fonction d'un ou plusieurs des critères suivants :

- 1° Leur situation personnelle ;
- 2° Leur âge ;
- 3° Leur activité salariée antérieure ;
- 4° La catégorie de stages définie par l'Etat.

R. 6341-24-8

Décret n°2022-477 du 4 avril 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont revalorisés le 1er avril de chaque année par application du coefficient mentionné à l'article **L. 161-25 du code de la sécurité sociale** :

- 1° Les montants versés au titre de la rémunération des stages mentionnés aux 2° et 3° de l'article **L. 6341-2** et à l'article **L. 6341-3**, sauf lorsque cette rémunération est déterminée en tenant compte d'un salaire antérieur ;
- 2° Les montants minimum et maximum des rémunérations de l'ensemble des stages mentionnés aux 2° et 3° de l'article **L. 6341-2** et à l'article **L. 6341-3**, ainsi que ceux mentionnés à l'article **R. 6341-32-2** ;